

## Un printemps arabe, ou un printemps islamiste ?

SAMI AOUN, *Le printemps arabe. Mirage ou virage ?*, Montréal, Médiaspaul, 2013, 143 pages

Daniel Gomez

Volume 8, Number 3, Summer 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/71936ac>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Ligue d'action nationale

### ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

Gomez, D. (2014). Review of [Un printemps arabe, ou un printemps islamiste ? / SAMI AOUN, *Le printemps arabe. Mirage ou virage ?*, Montréal, Médiaspaul, 2013, 143 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 8(3), 37–38.

## UN PRINTEMPS ARABE, OU UN PRINTEMPS ISLAMISTE?

Daniel Gomez  
Chef de pupitre, essais politiques

SAMI AOUN  
**LE PRINTEMPS ARABE.  
MIRAGE OU VIRAGE?**  
Montréal, Médiaspaul, 2013,  
143 pages

«En ce sens une démocratie propre à la culture arabe et islamique est une notion qui reste à inventer» – S. Aoun, p. 13

Sami Aoun et Stéphane Bürge enseignent tous deux à l'Université de Sherbrooke en sciences politiques. Dans cet essai de 143 pages ils échangent sur l'état et le devenir de ce qu'il est convenu de qualifier de «printemps arabe», même si, dans certains cas, celui de la Syrie par exemple, le printemps semble très tardif. Cela donne un petit ouvrage fort instructif pour qui s'intéresse un tant soit peu à l'actualité moyen-orientale; et en ce moment, on se demande qui pourrait ne pas s'y intéresser...

Aoun est réaliste; en observant le cours des événements en Tunisie, en Égypte, en Libye et en Syrie, il voit bien que les choses ne se passent pas tout à fait comme on aurait pu l'espérer: les «révolutions arabes» sont en train de foirer et d'échapper à ceux qui les ont déclenchées. Un peu partout autour de la Méditerranée ce sont les islamistes qui tirent les marrons du feu lorsqu'on entrouvre les portes de la démocratie. Mais le politologue n'est pas tout à fait pessimiste et il ne croit pas que cet apparent retour en arrière durera. Selon lui, le monde arabe va certes connaître des périodes de turbulences, mais le printemps arabe est un phénomène historique profond qui se poursuivra. La démocratie n'est pas une potion magique et il est plus facile de démanteler un ordre établi que d'en monter un nouveau. En outre, le Moyen-Orient est un univers extrêmement complexe, plein de conflits et de tensions non résolus. De plus, comme pour ajouter à cette complexité, les rivalités entre grandes puissances pétrolières viennent davantage compliquer les choses. Il faut laisser du «temps au temps» et trois années de printemps arabe ne suffisent pas pour faire un bilan. Les coûts de ce printemps sont certes «exorbitants» et «le printemps arabe a tout un désert à traverser [p. 142]», mais Aoun pense qu'il est trop tôt pour parler de succès ou d'échec des révolutions arabes.

Ce qui transparait en filigrane dans la démarche des deux auteurs, c'est toute la complexité d'instaurer une démocratie en terre d'islam et d'inventer plus précisément une démocratie islamique. Cela représente le grand défi des musulmans libéraux du XXI<sup>e</sup> siècle. Selon Sami Aoun, la Turquie

constituerait un modèle puisqu'elle compose avec une certaine islamisation de la société et les valeurs démocratiques. On peut reprocher à Aoun un brin de naïveté puisque d'autres chercheurs «moyen-orientaux», tel Antoine Sfeir (*L'islam contre l'islam*, Grasset, 2013), voient plutôt en Turquie un processus de réislamisation de la société. Aoun discerne quand même une possible «nostalgie d'un empire dominant» de la part du premier ministre islamocconservateur turc Recep Tayyip Erdogan.

**Pour le professeur de Sherbrooke, l'islam en tant qu'idéologie politique est à condamner, mais la civilisation islamique en tant que morale et culture peut se concilier à la modernité.**

Pour le chercheur de l'Université de Sherbrooke, la Tunisie constituait le terrain le plus fertile à de profondes réformes. Cette société est relativement homogène sur le plan ethno-religieux, relativement scolarisée, en bonne partie urbaine et disposant de nombreux acquis en matière de droits de la personne. Malgré des sursauts inévitables et un parti islamiste «modéré» au pouvoir, la Tunisie semble être le pays le plus apte à réussir sa «révolution de jasmin».

[...] il y a des turbulences et même les violences politiques provoquées par les chocs entre les tendances et les factions diverses qui s'opposent, qu'elles soient libérales, modernisatrices, laïcistes ou islamistes. Mais malgré tout la Révolution de jasmin reste une expérience de transition démocratique éloquentes qui est en quête d'un nouvel équilibre politique et d'un large consensus social [p. 35].

Il n'en va pas tout à fait de même pour l'Égypte, la Libye et surtout la Syrie.

En Égypte, la confrérie islamiste toute puissante des Frères musulmans a ramassé la mise d'une révolution à laquelle elle n'était pas partie prenante. Elle remporta les élections et commença à gouverner, mais fut assez rapidement délogée par l'armée. Apparemment, les Frères musulmans étaient incapables de résoudre les problèmes démographiques et économiques dont souffrait déjà le pays sous Mubarak. Certains leur reprochaient en plus de vouloir réislamiser le pouvoir et l'administration publique. Ce qui se passe en Égypte est très important puisque ce pays est un État pivot dans tout le Moyen-Orient. Ainsi, et à titre d'exemple, le recteur de l'université sunnite Al-Azhar, qui influence beaucoup la pensée islamique sun-



nite, a appuyé la feuille de route proposée par l'armée. Dans une recherche de conciliation entre religion et modernité, cette université a même produit un document qui cherche à redéfinir la relation entre l'islam et l'État. On se doute bien que de telles initiatives assombrissent les relations entre l'Égypte, l'Arabie saoudite wahhabite, les Républiques arabes unies, l'Iran chiite, et même la Turquie d'Erdogan en voie de réislamisation.

La problématique est différente en ce qui concerne la Libye. Le printemps libyen a été plus meurtrier. Nous avons assisté entre autres à l'assassinat public de Kadhafi. Après la chute et la mort du tyran, on pouvait craindre la désintégration du pays. En effet, la Libye, comme la majorité des pays arabes, est une entité artificielle. Créée il y a une cinquantaine d'années, elle est composée de trois grandes régions et de différentes tribus. Le tout tenait ensemble grâce aux intérêts pétroliers et à la personnalité excentrique de Kadhafi. Le dictateur libyen, tout comme Hosnie Mubarak et Ben Ali, avait cependant en bonne partie alphabétisé les Libyens, favorisant ainsi la montée d'une élite «islamolibérale», religieuse, moderniste et opposée à son régime. Le mouvement islamiste quant à lui n'est pas homogène; il existe en son sein différentes tendances. Certaines rêvent toujours d'un jihad international, mais d'autres manifestent plutôt la volonté de construire l'État libyen. Elles sont même ouvertes à une collaboration avec l'Occident et les Américains. Rien n'est joué puisque les élites modernistes sont toujours là et semblent renforcer leur présence...

Reste enfin le cas de la Syrie qu'on peut qualifier en un mot: éclatement. Nous risquons là d'aboutir à une véritable balkanisation tant cette région est morcelée en différentes communautés ethno-religieuses: sunnites libéraux et intégristes, chiites, chrétiens, kurdes, druzes, etc. Le régime baasiste de Bachar el-Assad, officiellement laïque, servait de ciment à ce composite hétéroclite.

VOIR PRINTEMPS...

suite à la page 38

## PRINTEMPS...

suite de la page 37

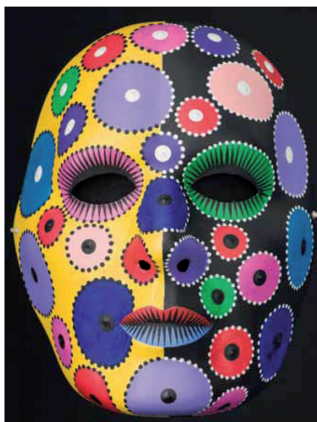


Il profitait et profite toujours d'appuis externes tels ceux de la Russie, de la Chine, de l'Iran et du Hezbollah libanais. À l'interne, il s'appuie sur la minorité alaouite (branche du chiisme) et sur certaines minorités qui craignent la montée de l'islamisme radical. Les Occidentaux ne semblent pas du tout prêts à intervenir. Ils préfèrent, selon Aoun, laisser leurs ennemis: el-Assad, le Hezbollah, islamistes de tout acabit, l'Iran, s'entretuer. Israël elle-même ne sait pas sur quel pied danser. Pour l'instant, elle adopte une politique de laisser-faire et a commencé à construire une muraille sur le plateau du Golan pour éviter tout débordement du conflit. Sami Aoun est pessimiste en ce qui concerne l'avenir de la Syrie. «Le printemps syrien est entré dans un cul-de-sac [p. 75]». Il voit se profiler une véritable guerre civile entre la majorité sunnite et les différentes minorités; guerre qui aboutira à l'éclatement de la région. Il dit croire que la survie du régime est difficilement concevable et qu'en plus cette guerre pourrait raviver la guerre latente et séculaire opposant chiites et sunnites dans le monde musulman.

En fin de compte, selon Aoun, malgré les soubresauts des révolutions arabes, l'Islam n'est pas imperméable à la modernité. Historiquement, il a déjà subi des influences occidentales. Par exemple lors de la campagne de Napoléon Bonaparte en Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les minorités chrétiennes au Moyen-Orient ont aussi influencé les tentatives de modernisation du Moyen-Orient. Ce mouvement de modernisation a porté un nom, la Nadha, la renaissance. L'Empire ottoman lui-même, durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, a aussi tenté de moderniser l'Islam. Malheureusement, à l'époque contemporaine, le panarabisme de Nassser et des partis Baas, ainsi que le panislamisme, ont étouffé les libertés individuelles, freinant ces poussées modernisatrice et du même coup l'idéal libéral. Pour le professeur de Sherbrooke, l'Islam en tant qu'idéologie politique est à condamner, mais la civilisation islamique en tant que morale et culture peut se concilier avec la modernité. Elle doit lui servir de toile de fond. Reste à savoir quel islam va prendre le dessus. ❖

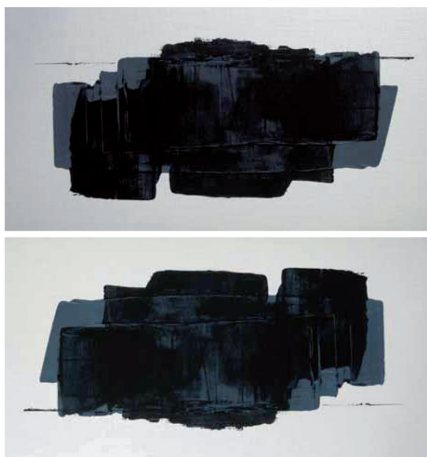
## L'Action nationale indispensable au Québec

Juin 2013  
vol. CIII no 6  
**L'Action  
NATIONALE**



**Dossier**  
Explorations autour du destin  
des églises du Québec

Novembre-Décembre  
2013  
vol. CIII nos 9-10  
**L'Action  
NATIONALE**



**La charte, encore!**  
Dossier  
La province et le fédéralisme pétrolifère

Janvier 2014  
vol. CIV no 1  
**L'Action  
NATIONALE**



**Dossier**  
L'héritage musical du Québec  
Stephen Harper  
Une politique de mutation identitaire

**Quelques grands dossiers abordés au cours de la dernière année dans L'Action nationale :**

- Exploration autour du destin des églises du Québec ;
- La province et le fédéralisme pétrolifère ;
- L'héritage musical du Québec.

**Abonnez-vous pour ne rien manquer!**